

## La République islamique d'Iran face à l'URSS (1979-1984) : Realpolitik ou répulsion?

### The Islamic Republic of Iran in the Face of the USSR (1979-1984): Realpolitik or Repulsion?

Semih Vaner

Volume 17, numéro 1, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701964ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701964ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaner, S. (1986). La République islamique d'Iran face à l'URSS (1979-1984) :  
Realpolitik ou répulsion? *Études internationales*, 17(1), 63-79.  
<https://doi.org/10.7202/701964ar>

Résumé de l'article

A few authors, while comparing the foreign policy of the Shah with that of Khomeini, have come to the conclusion either of a "total break" or, conversely, of a "continuity" with regard to the policy of Iran towards the Soviet Union. However, keeping only the Soviet Union in mind, but viewed from various levels in time and space, one can observe a break which derives from ideological incompatibility, then again a continuity which results from some kind of realization of internal or external pressures. The fear arising from a threatening contiguity, the diplomatic isolation which followed the seizing of power in 1979, the pressure of political forces favourable to the USSR, the Kurdish minority in search of external allies, especially from the north, the ruinous war with Iraq, the geopolitical constraints are such that the fundamentalists have not followed through their hostility to the end, in spite of its being fed by a series of historical resentments. The attitude of Iran towards the USSR still remains a real stake in its internal policy. The revolutionary turmoil has brought about a less blurred image of the USSR despite some confusion, an image once varied, then becoming apparently unified. The course of relations between Iran and the USSR depends to a great extent on the internal dynamics of the Iranian revolution, but also on the political evolution in the Middle East and on the new power struggle which could come about in that region.

# LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN FACE À L'URSS (1979-1984): REALPOLITIK OU RÉPULSION?\*

Semih VANER\*\*

## ABSTRACT — *The Islamic Republic of Iran in the Face of the USSR (1979-1984): Realpolitik or Repulsion?*

*A few authors, while comparing the foreign policy of the Shah with that of Khomeini, have come to the conclusion either of a "total break" or, conversely, of a "continuity" with regard to the policy of Iran towards the Soviet Union. However, keeping only the Soviet Union in mind, but viewed from various levels in time and space, one can observe a break which derives from ideological incompatibility, then again a continuity which results from some kind of realization of internal or external pressures. The fear arising from a threatening contiguity, the diplomatic isolation which followed the seizing of power in 1979, the pressure of political forces favourable to the USSR, the Kurdish minority in search of external allies, especially from the north, the ruinous war with Iraq, the geopolitical constraints are such that the fundamentalists have not followed through their hostility to the end, in spite of its being fed by a series of historical resentments. The attitude of Iran towards the USSR still remains a real stake in its internal policy. The revolutionary turmoil has brought about a less blurred image of the USSR despite some confusion, an image once varied, then becoming apparently unified. The course of relations between Iran and the USSR depends to a great extent on the internal dynamics of the Iranian revolution, but also on the political evolution in the Middle East and on the new power struggle which could come about in that region.*

*Dar al-Islam, ou la terre de l'Islam et du monothéisme et Dar al-Chirk ou le monde de l'impiété et du polythéisme. C'est ainsi que le globe terrestre est divisé en*

---

\* Une première version de cet article a été présentée sous forme de communication à l'atelier sur « l'URSS et le Tiers Monde: Étude des stratégies et des représentations » des sessions réunies du Consortium européen pour la recherche politique, Barcelone, 25-30 mars 1985. Nous tenons à remercier M. Hamit Bozarslan pour sa collaboration documentaire. Mme Nouchine-Yarari d'Hellen-court, MM. Nasser Pakdaman, Ahmad Salamatian et Bernard Hourcade ont eu également la gentillesse de lire le manuscrit et de faire critiques et suggestions. Nous assumons, seul, bien entendu, l'entière responsabilité de l'article.

\*\* Attaché de recherche au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris.

deux camps politiques du point de vue de la jurisprudence islamique (*fiqh*), peut-on lire dans une étude du très officiel, *Le Message de l'Islam*<sup>1</sup>.

Par *Dar al-Islam*, l'auteur entend les pays et les contrées habités en majorité par des musulmans bien que dans certains cas ces derniers puissent ne pas posséder « de régime ni de gouvernement légitimement islamique ». *Dar al-Islam* comporte les subdivisions suivantes : « une souveraineté légitime islamique comme le gouvernement du Prophète, de Ali (...) et comme la République islamique de l'Iran » ; un gouvernement « apparemment juste », c'est-à-dire « celui dont les dirigeants manquent des conditions nécessaires pour conduire et diriger la communauté » sans que « l'iniquité ne l'entache » (Exemples : Libye, Algérie) ; un régime qui « affiche ouvertement sa corruption, ou sa dépendance vis-à-vis des gouvernements impies » (aucun exemple contemporain n'est donné : Turquie, Pakistan pourrait-on penser ?) ; pays « doté d'un gouvernement mercenaire, et institué par les puissances, comme la plupart des gouvernements actuels du monde islamique » (Égypte, Jordanie, Iraq, Arabie Saoudite, Soudan, Maroc, Afghanistan) ; enfin, pays « affichant un gouvernement impie et anti-islamique, comme le gouvernement britannique en Inde (...) et tels que le gouvernement sioniste dominant la Palestine, le Liban... ». « Le devoir du gouvernement islamique légitime » conclut A. Chakouri, « consiste à se comporter selon les normes de la coexistence pacifique vis-à-vis des gouvernements du second ordre », mais face à « des gouvernements des troisième, quatrième et cinquième ordres, il n'aura d'autre voie » à suivre que de les « boycotter politiquement et de les combattre militairement (...). Il faudrait les combattre sous l'étendard du « *djihâd* » et libérer les territoires islamiques qu'ils ont occupés ».

D'autre part, *Dar al-Chirk*, sur lequel l'auteur ne fournit pas une définition d'ensemble contrairement au premier, présenterait aussi des divisions propres : *Dar al-Harb* qui « [n'entretient] avec le gouvernement islamique aucune relation économique ni politique (...) [manifeste son] inimitié envers l'Islam, ou bien [combat] militairement les Musulmans » (Exemple : États-Unis, Afrique du Sud) ; *dar al-'ahd* « dont les habitants sont les fidèles d'une des religions abolies (le christianisme, le judaïsme, le zoroastrisme) qui ont conclu avec le gouvernement islamique des accords et des traités de collaboration et d'amitié » ; *dar al-mu'âhada* (traité) ou *dar al-hudna* (trêve) « comprenant les pays qui ont conclu avec les gouvernements islamiques, des relations amicales et pacifiques aux termes de pactes et de traités de non-agression et de non-ingérence » (Exemple : Corée, Inde) ; *dar al-hayad* (neutralité) qui comprend « les pays non-engagés aux côtés des deux camps (islamique et impie) et qui se montrent cent pour cent neutres ». Le devoir du gouvernement

1. A. CHAKOURI, « Une étude sur les fondements de la politique étrangère en Islam », *Le message de l'Islam* (publié par le Ministère de l'orientation islamique à Téhéran), mai-juin 1983, pp. 21-23. Le développement ultérieur est extrait ou inspiré de cet article. Cette dichotomisation ayant ses propres subdivisions est, à notre avis, plus subtile et opérationnelle que celles de *Dâr al-Islam* vs. *Dâr al-Harb* ou *Dâr al-Sulh* vs. *Dâr al-Movâde'a* mentionnées par Farhang Rajaei, *Islamic Values and World View, Khomeyni on Man the State and International Politics* (American values projected abroad : vol. XIII), Londres et New York, University Press of America, 1983, pp. 78-80. L'auteur s'appuie surtout sur les écrits de Majid Khadduri.

islamique vis-à-vis d'un régime du *dar al-harb* (guerre) « consiste, au moins à rompre ses relations politiques et à les combattre militairement, si ce dernier combat ». Il devra « nécessairement avoir un comportement amical vis-à-vis des pays appartenant » au *dar al-ahd* mais « dans les conditions actuelles il n'existe pas de pays ayant contracté » des accords de « collaboration » et d'« amitié ». Enfin, « il est naturel que l'Islam exige d'avoir » avec les pays du *dar al-hayad* « des relations conformes aux enseignements du Coran, du *fiqh*, en attirant les cœurs des musulmans (...) et en les protégeant économiquement ».

Si certains pays musulmans comme l'Égypte de Sadate et la Jordanie du roi Hussein, ou des pays non-musulmans tels que les États-Unis et l'Afrique du Sud trouvent bien leurs places dans ce schéma, il n'en est pas de même de l'URSS. L'URSS n'est nommément mentionnée nulle part. Elle est d'ailleurs moins fréquemment désignée *directement*, dans les discours et écrits des dirigeants islamiques que les États-Unis<sup>2</sup>. Cependant, le fait que les musulmans n'y constituent qu'une minorité, – susceptible toutefois de renverser l'équilibre démographique à leur avantage, autour de l'an 2000, selon certaines estimations –, l'allusion à un traité (il est vrai de « non-ingérence » et de « non-agression », alors que le traité irano-soviétique de 1921 ne présente pas vraiment ces caractéristiques) et l'insertion de la Corée (du Nord bien entendu à laquelle l'Iran achète une partie de ses armes) dans cette catégorie, laissent penser que l'URSS pourrait, en fait, être « classée » dans ce schéma parmi les pays du *dar al-mu'âhada*, une catégorie, il est vrai, des plus floues. D'un autre côté, le fait que l'Union soviétique se trouve être en « agression »<sup>3</sup> contre un pays à population musulmane, de surcroît voisin de l'Iran, en l'occurrence l'Afghanistan et la désignation implicite (ou même parfois explicite) dans les écrits et les discours officiels iraniens, du Grand voisin du Nord comme un ennemi à combattre, rend difficile et aléatoire la classification de l'URSS dans cette catégorie.

En tout état de cause, bien qu'un peu approximative et incomplète, cette différenciation est confirmée par ailleurs par une certaine pratique qui érige l'appartenance ou la fidélité à l'Islam (interprétées à leur guise par les tenants du pouvoir en Iran) en seul critère légitime de la vision et du jugement de l'« autre ». Elle témoigne ainsi de la rigidité idéologique (rarement égalée dans les relations internationales) qui caractérise la vision du système international par la République islamique, ou plus précisément par sa composante fondamentaliste (terme que nous utiliserons faute de mieux). En effet, cette dernière tendance domine, depuis 1981 la scène politique iranienne contre (ou parfois avec) les traditionnalistes et les moder-

2. Une étude – certes partielle – effectuée sur les slogans muraux à Téhéran corrobore cette « relative discrétion » à l'égard de l'URSS, qui est susceptible d'être étendue à la société. Il s'agit d'un relevé photographique effectué par des chercheurs iraniens entre décembre 1978 et mars 1979 de slogans muraux, reflétant sans doute des sensibilités politiques diverses. Sur 603 inscriptions murales, on trouve 153 références à l'étranger. Quatorze slogans seulement concernent directement l'Union soviétique (contre 31 pour les États-Unis) et ils ne sont pas tous négatifs. Cf. Nouchine YAVARI-d'HELLENCOURT, « De l'ambiguïté du discours identitaire: L'étranger dans les slogans révolutionnaires en Iran », *multigr.*, p. 6.

3. Voir par exemple le discours du ministre iranien des affaires étrangères à l'ONU, *Qods*, n° 4, décembre 1983, p. 10.

nistes islamiques tandis que les protagonistes d'une sécularisation sur le mode occidental (*Jebhe Melli*, *Toudeh*, monarchistes etc.) semblent pratiquement exclus du jeu politique<sup>4</sup>. Il importe toutefois de préciser que ces catégories qui ont le mérite d'apporter une certaine clarification à une situation confuse, restent forcément des idéaux-types et que dans une conjoncture dynamique révolutionnaire comme est l'iranienne, les enchevêtrements de même que les alliances sont fréquents et que chaque catégorie comporte de multiples tendances et ces dernières de multiples fractions.

La distance qui sépare les trois premières tendances (surtout les deux premières) de la quatrième est aussi grande que celle qui divise parfois les composantes du quatrième groupe, entre elles. Toutefois, des luttes intestines allant jusqu'à l'élimination physique de certains acteurs (entre autres celle de l'ex-ministre des affaires étrangères, S. Qotbzadeh) démontrent, si besoin est, la persistance et la rivalité tenace des diverses tendances islamiques.

Soutenus essentiellement par la paysannerie, les classes inférieures et le lumpen-prolétariat des grandes villes, les fondamentalistes qui « suivent la ligne » de l'imam Khomeiny, ont une très forte implantation au sein du *Majlis*, du corps des *mollâ(s)*, de l'appareil d'État en général et détiennent le Parti républicain islamique (P.R.I.). Celui-ci est un rassemblement de personnes et de groupes plus qu'un véritable parti structuré, et se trouve affaibli depuis l'attentat qui coûta la vie, en juin 1981, à son chef, l'ayatollah Behechti. Il soutient le principe du *Velayet-e Faqih* – qui confère un droit de surveillance sur les affaires temporelles et spirituelles au guide religieux de l'oumma, assurant en l'espèce à l'ayatollah Khomeiny, conformément à la Constitution islamique, les prérogatives de « tuteur du peuple » – et affirme que « le leadership doit appartenir aux hommes de la religion »<sup>5</sup>. Quant aux traditionalistes desquels l'ayatollah Shariat Madari (traditionaliste mais ayant pris des positions en faveur de la constitution de 1906 et hostile à l'immixtion des oulémas dans la vie politique) n'est pas très éloigné, ils trouvent leur appui auprès des classes moyennes inférieures et ne seraient pas hostiles à une séparation de l'État et de la religion. Ils se sont manifestés avec le plus de vigueur au moment de la constitution, après le retour d'exil de l'ayatollah Khomeiny, d'un gouvernement de coalition présidé par Mehdi Bazargân qui dirige le « Mouvement pour la Libération de l'Iran » (*Nehzat-e Azâdi-ye Iran*), un mouvement nationaliste. Cette dernière tendance s'est reflétée également au niveau de la politique étrangère, avec la nomination par M. Bazargân de ses proches à la tête de la diplomatie iranienne: Karim Sandjâbi, puis Ibrahim Yazdi. La préoccupation primordiale de ces deux derniers « consistait à démentir, d'une part, les déclarations enflammées très peu diplomatiques des zélâtes du régime et, d'autre part, à donner un semblant de cohérence à la politique étrangère de la jeune république »<sup>6</sup>. La relative modération qui caractérisait la première phase du régime

4. Nous suivons ici la différenciation exposée dans l'important ouvrage de Cheryl BENARD et Zalmay KHALILZAD, « *The Government of God* », *Iran's Islamic Republic*, New York, Columbia University Press, 1984, pp. 30-34, 89-95, 104-111.

5. *Mavazihi-ma*, Téhéran – s.d., p. 34, cité par C. BENARD et Z. KHALILZAD, *op. cit.*, p. 118.

6. Mohammed-Reza DJALILI, « D'un Iran à l'autre: de la politique étrangère du Chah à celle de Khomeyni », *L'Afrique et l'Asie modernes* (140), printemps 1984, p. 30.

islamique, allant de février à novembre 1979, aussi bien sur le plan interne qu'externe, explique aussi le fait que les rapports étaient maintenus de façon correcte entre Téhéran et Moscou, au cours de cette période.

Imprégnée d'idées marxistes, une autre tendance islamique que l'on peut qualifier de moderniste, est surtout représentée par le mouvement *Moudjahedin-e Khalq*. Ce mouvement avait soutenu le pouvoir, après la chute de la monarchie; il est aujourd'hui combattu par lui.

## I – L'INSTRUMENTALISATION POUR LA NÉGATION

De leur côté, les fondamentalistes ne forment pas un bloc monolithique. Le principe du *Velayet-e Faqih*, l'extension à donner à l'« exportation » de la révolution, mais aussi l'attitude à adopter envers l'Union soviétique seraient décisifs dans des clivages que certains analystes décrivent – sans pouvoir toujours assurer l'étanchéité de la ligne de démarcation – en termes de « modérés » (les plus anti-soviétiques), « radicaux » (les moins anti-soviétiques) et « extrémistes », tandis que d'autres les différencient en termes de *Maktabi(s)* et *Hojjati(s)* au sein surtout du P.R.I.<sup>7</sup>. Le fait que certains organes de la presse soviétique<sup>8</sup> et certains membres du Toudeh<sup>9</sup> réservent leurs critiques les plus virulentes et directes à ces derniers – qui disposaient d'une cinquantaine de représentants au Parlement<sup>10</sup> avant la deuxième législature de juin 1984 de 21 à partir de celle-ci – est de nature à donner une certaine crédibilité à cette distinction. La tendance maximaliste que les Soviétiques traitent de « clique réactionnaire », n'hésite pas à s'attaquer entre autres à Ali Shari'ati dont l'oeuvre joua pourtant un rôle indéniable dans le soulèvement populaire de 1979, oeuvre qu'elle qualifie de « protestantisme musulman » qui serait une diversion suscitée par les Soviétiques pour pénétrer à nouveau la société iranienne après le démantèlement du Toudeh dans les années 1950<sup>11</sup>. Même si la dose varie sensiblement selon les uns ou les autres, une même hostilité envers l'Union soviétique caractérise ces divers groupes.

Contrairement à de nombreux pays du Tiers-Monde où les élites ont recours en l'instrumentalisant à la référence soviétique (de manière fragmentaire ou achevée), afin de légitimer leurs actions<sup>12</sup>, il s'agit dans le cas du fondamentalisme iranien

7. C. BENARD et Z. KHALILZAD, *op. cit.*, pp. 143-144. Voir aussi R.K. RAMAZANI, « Khumayni's Islam in Iran's Foreign Policy » in Adeed DAWISHA (ed), *Islam in Foreign Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 15.
8. BENARD et KHALILZAD, *op. cit.*, p. 144 qui citent *National voice of Iran* (diffusée de Bakou), « The Mask of US – Made association must be ripped off », FBIS, South Asia, 18 mai 1982, pp. 82-96.
9. Cf. les déclarations de Mohammed Ahmadi, membre du comité central du Toudeh au *Monde*, 22 avril 1983. Ahmadi qualifie les *Hojjati(s)* d'« anticommunistes ».
10. Cf. Aryed Y. YODFAT, *The Soviet Union and Revolutionary Iran*, Londres, & Camberra, Croom Helm, New York, St Martins Press, 1984, p. 141, et Jean GUEYRAS, « Iran : défis et défaillances », *Le Monde*, 30 avril 1982.
11. André MABON, « Iran : un régime au bord du vide », *Le Monde diplomatique*, juillet 1983 qui cite A. Abol-Hassani MONZER, *Shahid Motahhari efshagar-e towte'e*, Qom, Éditions islamiques liées au Centre d'études théologiques, 1983, p. 177 sq.
12. Nous suivons ici la conceptualisation de J. LECA ET Z. LAÏDI in Z. Laïdi (sous la direction de), *L'URSS vue du Tiers-Monde*, Paris, Karthala, 1984, pp. 9-49.

d'une instrumentalisation négative. Il importe de chasser voire d'éradiquer l'élément soviétique (aux plans culturel et politique, plutôt qu'économique), afin d'affirmer la pureté islamiste du régime et pour mieux combattre l'« ennemi intérieur ». Outre la grande distance idéologique qui sépare les deux régimes – bien qu'on soit tenté d'y voir certaines similitudes – (islamisme militant *versus* marxisme « athée ») ce rejet s'explique aussi par trois autres raisons majeures : la crainte d'une invasion soviétique ; l'occupation de l'Afghanistan ; le soutien – surtout militaire – apporté à l'Irak par l'URSS en dépit d'un souci marqué de neutralité.

« Ni Est, ni Ouest » (*La Sharghyah, La Gharbyah*) proclame un verset du Coran (XXIV : 35 – « *Attine va zeytoun* ») duquel la diplomatie khomeyniste a fait un principe et un mot d'ordre. « Ni Est, ni Ouest, République islamique ». Dans le mouvement de « désoccidentalisation »<sup>13</sup> engagé par le pouvoir islamique, les deux grandes puissances sont renvoyées dos à dos avec un égal mépris.

Cet appel à la rupture totale semble trouver ses racines dans le « manichéisme de la culture populaire » que P. Vieille observe en formes d'« oppositions binaires » à travers les écrits de Bani Sadr – qu'il conviendrait toutefois de ne pas assimiler aux fondamentalistes – : « intérieur et extérieur, Iran et An-Iran, État et nation, rapports de force destructeurs et rapports de communion permettant la mise en oeuvre de toutes les forces productives, équilibre positif et équilibre négatif, négation du Dieu et orientation vers Dieu, accablement par les malheurs et prospérité générale, femme objet sexuel et femme mère, antivaleurs et valeurs, plans et antiplans etc »<sup>14</sup>.

Le terme *Garbzadegi* – du titre d'un livre de l'écrivain iranien Jalâl Al-Ahmed, mot traduit en français par les termes : « occidentalite » ou « westoxication » – qui revient souvent dans les écrits et discours des islamistes, exprime éloquemment le refus de la civilisation occidentale et de la modernisation autoritaire à l'occidentale pratiquée par les Pahlavi. On sait que dans la tradition musulmane l'innovation (*bid'a*) est blâmable voire punissable surtout si elle résulte d'une imitation des infidèles. Selon une parole attribuée à Mahomet, « Quiconque imite un peuple, lui appartient ». Or, dans l'imaginaire et la mémoire collective iraniens, l'Union soviétique – que les dirigeants islamistes préfèrent souvent nommer « la Russie » – représente le double vice d'appartenir à la fois aux mondes occidental et communiste.

À côté du facteur idéologique islamique, il est certain que des facteurs historiques jouent dans cette attitude de rejet. Ainsi la découverte intellectuelle tardive de l'étranger par l'Iran<sup>15</sup> resté longtemps renfermé sur lui-même, l'encerclement avec le voisin ottoman, au nord par les Russes et à l'Ouest et à l'Est par les Européens et le souvenir hautement négatif du rôle joué par les grandes puissances dans l'histoire récente du pays (hégémonie britannique, occupation russe d'abord,

13. Le terme est utilisé par l'Imam Khomeyni. Voir « Message de l'Imam Khomeyni à la veille de la fête du « Ghorban », *Sorouche*, n° 5, octobre 1982, p. 37.

14. Préface de P. VIEILLE in Abol-Hassan BANISADR, *Quelle révolution pour l'Iran?*, Paris, Fayolle, 1980, p. 19.

15. B. Lewis constate qu'à une exception près, on ne connaît aucune histoire de l'Europe occidentale écrite en persan avant la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. *Comment l'Islam a découvert l'Europe*, Paris, La Découverte, 1984, p. 294.

soviétique ensuite des provinces du nord, ingérence américaine au cours des dernières décennies), expliquent cette méfiance vis-à-vis d'elles, sentiment qui prend parfois la forme d'une certaine xénophobie.

Si le pouvoir s'insurge contre l'intrusion idéologique de l'étranger, en particulier contre celle des grandes puissances, il considère tout-à-fait légitime la propagation de l'Islam à travers le monde. L'universalisme et le messianisme du fondamentalisme khomeyniste se retrouvent dans la conception simple et originelle de l'Islam qui consiste à faire connaître au reste de l'humanité le message divin dont la religion musulmane est dépositaire. Comme l'écrit B. Lewis: « La division du monde en pays et nations, si indispensable aux occidentaux pour percevoir leur identité et définir leur allégeance, est en comparaison d'une importance mineure en Islam »<sup>16</sup>. De même, pour le pouvoir khomeyniste, les frontières entre les États sont idéologiques et non-territoriales<sup>17</sup>.

À ce niveau de l'analyse, il importe toutefois de poser la question de savoir dans quelle mesure l'Islam détermine véritablement la politique étrangère d'un pays à population musulmane<sup>18</sup>. Hormis les cas des pays musulmans « laïcs », peut-on dire par exemple que l'Islam, pourtant si prégnant en Arabie Saoudite, détermine la politique étrangère de ce pays et la vision du monde de ses élites, même si, force est de reconnaître qu'il exerce sur celles-ci, en raison de sa position centrale, des contraintes indéniables? Il s'agit aussi de s'interroger, comme dans le cas spécifique du fondamentalisme iranien, comment l'Islam s'érige en idéologie influençant voire dictant sa politique étrangère et partant son attitude envers l'URSS, mais aussi comment il est utilisé par une classe politique, en l'occurrence, celle des *mollâ(s)* avant tout soucieuse de conserver son pouvoir dans une phase de consolidation révolutionnaire et ses privilèges après une longue période de négligences (culturelles plus qu'économiques) de la part du pouvoir, voire d'humiliation.

Chez les fondamentalistes le « peuple » (*Khalq*) est évoqué surtout face à l'impérialisme occidental, essentiellement américain qui est considéré comme l'« ennemi principal » (*doshman-e asli*), même si l'Ayatollah Khomeyni avait affirmé, déjà en 1964, que « L'Angleterre est pire que les États-Unis, les États-Unis sont pires que l'Angleterre, et l'URSS est pire que les deux »<sup>19</sup>. Cependant, le peuple conjugué à l'Islam (*Khalq-e mosalmân*) réagit surtout contre la « menace » communiste<sup>20</sup>. En fait, parmi les « sources d'aliénation », le marxisme, rarement dissocié de l'URSS, « ne bénéficie d'aucune dispense ». Dans ce système honni, « l'idéal proposé, aussi bien que les longues étapes préconisées, ne constituent alors que le prolongement d'une civilisation matérialiste, atrophiée, mutilée de sa dimension spirituelle »<sup>21</sup>.

16. *Ibid.*, p. 57.

17. F. RAJAEI, *op. cit.*, p. 77.

18. Cf. à ce propos Adeed DAWISHA, « Islam in Foreign Policy: Some Methodological Issues », in A. Dawisha (ed.), *Islam in Foreign Policy*, *op. cit.*, pp. 1-8.

19. *Islam and Revolution: Writings and Declarations of Imam Khomeyni*, traduit et annoté par H. Algar, Berkeley, Mizan Press, 1981, p. 181, cité par BENARD et KHALILZAD, *op. cit.*, p. 151.

20. N. Yavari d'HELLEN COURT, *loc. cit.*, p. 12.

21. Abou SAHED, « Islam, liberté et marxisme », *Le message de l'Islam*, mai-juin 1983, pp. 24-26.



## II – LA CRAINTE DE L'INVASION ET L'AFFAIRE AFGHANE

L'Union soviétique est à l'Iran ce que sont en quelque sorte les États-Unis à Cuba. Même si l'hypothèse d'une invasion soviétique de l'Iran reste « peu plausible » selon l'avis même des monarchistes iraniens pourtant prompts à dénoncer une « soviétisation » interne de l'Iran, surtout au moment de l'alliance tactique du Toudeh avec le pouvoir, la crainte reste bien réelle chez les dirigeants iraniens. Cela d'autant que les Soviétiques ont préféré faire la sourde oreille aux demandes iraniennes de modifier certaines clauses du Traité de 1921 qui reconnaissent à l'Union soviétique le droit d'intervenir en Iran si ce pays devient « une base d'agression anti-soviétique » chose qui a failli se produire – ou qui aurait pu être interprétée comme telle – au moment de l'intervention lamentablement échouée des Américains pour libérer les otages de leur ambassade. La prise d'otages américains n'avait jamais fait l'objet d'une condamnation explicite de la part de Moscou<sup>22</sup>. On peut même estimer qu'elle ne déplaisait pas particulièrement à celle-ci, un bel acte excluant pour longtemps un rapprochement irano-américain, d'autant que cet événement précédait de quelques mois l'intervention soviétique à Kaboul. La crainte que l'affaire des otages fournisse à l'URSS, entre autres, un prétexte pour intervenir en Iran fit que le conseil supérieur de la révolution islamique a annulé unilatéralement, le 10 novembre 1979, certaines clauses du traité de 1921 (Articles V et VI)<sup>23</sup>. Mais pour que cette annulation – non mentionnée par la presse soviétique – soit valide, elle doit être votée par le Majlis et accompagnée de l'annulation de la clause corollaire, à savoir le paiement d'une dette énorme de l'Iran envers l'Empire russe, dette évaluée aujourd'hui à 16 milliards de dollars<sup>24</sup>.

Même si les Soviétiques n'ont pas intérêt à reproduire un « guépier afghan » qui, de surcroît leur a fait du tort dans la région et dans le monde musulman, l'Iran demeure un terrain potentiel pour un affrontement direct des troupes armées soviétiques et américaines dans le contexte créé, d'une part, par le déploiement de forces occidentales dans la région (de la Turquie au Kenya) visant à assurer la sécurité du Golfe et d'autre part par le vieux rêve russe toujours vivace de se forger un débouché sur « les mers chaudes ».

L'Iran est parmi les pays musulmans l'un de ceux qui ne se sont pas contentés du boycottage des jeux olympiques de Moscou, en été 1980. Sans parler d'une assistance – certes modeste – à la résistance islamique<sup>25</sup>, il dénonce il est vrai aussi, modestement dans les instances internationales, l'occupation de l'Afghanistan,

22. Cf. Alvin Z. RUBINSTEIN, « The Soviet Union and Iran under Khomeini », *International Affairs*, automne 1981, p. 605.

23. Voir *Enqelâb-i islami* du 11 novembre 1979. A.Y. Yodjat cite la date du 22 janvier 1980 (*op. cit.*, p. 68). En même temps que ces clauses, les Iraniens annulèrent le traité de coopération du 5 mars 1959 entre les États-Unis et l'Iran.

24. F. HALLIDAY, « Current soviet Policy and the Middle East: A Report », *Merip Reports*, n° 111, janvier 1983, cité par A. MABON, « La révolution islamique iranienne dans le jeu des affrontements régionaux. Un foyer de contagion sous l'oeil vigilant des grandes puissances », *Le Monde diplomatique*, avril 1984. Cette dette est d'ailleurs controversée parce qu'elle est considérée selon d'autres, Lénine ayant annulé les dettes que les pays colonisés avait contractées envers les banques tsaristes. Source: Entretien avec un ancien haut responsable iranien.

25. Cf. Shahram CHUBIN, « The Soviet Union and Iran », *Foreign Affairs*, printemps 1983, p. 931.

occupation qui accentue son encerclement par l'Union soviétique et que viennent rappeler dramatiquement plus d'un million de réfugiés afghans avec tout le cortège de problèmes (hébergement, chômage, trafic de drogue) qu'ils posent pour l'économie iranienne affaiblie, et auxquels se sont ajoutés des Iraniens, eux-mêmes réfugiés, fuyant la guerre avec l'Irak. L'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques est expliquée tour à tour par le fait que l'Afghanistan possède de « riches gisements »<sup>26</sup>, par la volonté « russe » « d'arriver à la mer d'Oman et à l'océan Indien » éventuellement « par la voie du Baloutchistan iranien et le Pakistan »<sup>27</sup> et par le désir d'empêcher « une révolution islamique en Afghanistan » susceptible « d'ouvrir la voie aux mouvements islamiques dans les républiques musulmanes du sud »<sup>28</sup>. (L'une de ces dernières, persanophone, le Tadjikistan, avec ses deux millions et demi d'habitants suscite d'ailleurs particulièrement l'intérêt des dirigeants de Téhéran: en juillet 1980, les propositions iraniennes d'ouvrir un consulat à Dushanbe, la capitale tadjik – contre la fermeture de celui de Leningrad – s'étaient heurtées au refus catégorique des Soviétiques)<sup>29</sup>.

S'agissant du « processus révolutionnaire socialiste » en Afghanistan, bien que le terme d'« irréversible » (*bâzgashtnâpâzir*) ait fait son entrée dans le vocabulaire politique persan, par le biais de Radio-Kaboul depuis 1978)<sup>30</sup>, « la même leçon que celle donnée par les Vietnamiens aux Américains » attend dans ce pays les Soviétiques selon les dirigeants iraniens<sup>31</sup>.

Un autre facteur qui vint, à partir de 1982 notamment, envenimer les rapports irano-soviétiques – à la fois cause et conséquence de la détérioration de ces relations – fut les livraisons de plus en plus substantielles d'armes par l'URSS à l'Irak – les deux pays sont liés par un traité d'amitié depuis 1972 – pour une guerre que Moscou qualifie pourtant de « fratricide » alors que l'imam Khomeiny y voit une « obligation islamique »<sup>32</sup>. La montée à Téhéran d'éléments plus hostiles à l'Union soviétique à partir de 1981, mais aussi l'inquiétude provoquée à Moscou par « le passage de l'armée irakienne de la position d'agresseur à celle d'assiégée »<sup>33</sup> ont poussé l'URSS à accroître son aide à Bagdad en lui livrant des armes – surtout des missiles sol-sol permettant aux Irakiens de bombarder les grandes villes du Khouzistan –, des pièces détachées, des Mig 27, un réseau de DCA pour la capitale. Plus récemment, au printemps 1984, elle lui a octroyé un crédit de près de 2 milliards de dollars pour l'achat de « quantités considérables d'armements sophistiqués »<sup>34</sup>. Tout cela vaudra

26. Hassan FATHI, « L'impasse où est coincée l'Union soviétique en Afghanistan », *Le Message de l'Islam*, janvier-février 1984, pp. 20-23.

27. *Idem*.

28. *Qods*, n° 4, décembre 1983, p. 6. Auteur anonyme.

29. Cf. A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 71.

30. Michael BARRY, *Le royaume de l'insolence. La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Paris, Flammarion, 1984, p. 192.

31. Discours du ministre iranien des affaires étrangères à l'ONU, *Qods*, n° 4.

32. Cf. Jean GUEYRAS, « L'Iran en mal de normalisation », *Le Monde*, 2 juin 1983.

33. Élisabeth PICARD, « L'URSS vue par les Ba'thistes d'Iraq et de Syrie: Allié ou menace? », in *L'URSS vue du Tiers-Monde*, *op. cit.* p. 90.

34. *Idem*.

à l'URSS d'être classée malgré sa relative neutralité, aux côtés de la France, parmi les pays alliés *de facto* de l'Irak<sup>35</sup>.

Plusieurs raisons peuvent expliquer les hésitations voire le refus de l'URSS de s'engager d'une manière définitive dans l'un des deux camps: bien que située au milieu de « l'axe de crises », la guerre demeure d'ordre local et n'a pas des résonances immédiates et décisives dans le conflit Est-Ouest; l'importance des deux pays interdit de sacrifier des intérêts et des relations qu'un choix dicté par des calculs à court terme, risquerait de remettre en cause; les marchés pétroliers ne semblent pas enregistrer d'une manière sensible le conflit en question malgré l'extension de la zone des combats sur la mer. Par ailleurs, Moscou est soucieuse de ne pas se brouiller avec deux alliés arabes de l'Iran, en l'occurrence, la Syrie et la Libye en même temps qu'elle courtise les pays conservateurs du monde arabe en fournissant des armes à Bagdad.

Malgré l'hostilité au plan politique, le pragmatisme des contraintes économiques prévaut et fait qu'une « coopération économique » existe bel et bien avec l'URSS, bien que ce dernier terme reste un « concept occidental » pour les fondamentalistes. Certes, en dépit des besoins éprouvés par l'URSS du gaz iranien, l'Iran a arrêté un moment après la révolution la vente de ce produit en raison du refus de Moscou de s'aligner sur les tarifs internationaux<sup>36</sup>. Toutefois, on peut observer l'extension des relations économiques, commerciales<sup>37</sup> et techniques entre les pays, par rapport à la période monarchique et souligner même que l'Iran a, pour la première fois dans son histoire, vendu du pétrole – 2,2 millions de tonnes en 1981 à l'Union soviétique<sup>38</sup>.

Par ailleurs, la capacité de l'aciérie d'Ispahan, construite avant la révolution, avec l'aide des Soviétiques et dans laquelle ces derniers restent actifs, a été augmentée. Le territoire soviétique demeure également capital pour le transit commercial de l'Iran<sup>39</sup>. D'une manière générale, le commerce de Téhéran avec les

35. Voir déjà en 1981, la reproduction du texte de l'entrevue du premier ministre Rajai avec l'ambassadeur soviétique en Iran: *Iktibas* (Istanbul) 15 mars 1981 qui cite *Entela'at* (Téhéran) 15 février 1981. Rajai reproche aux Soviétiques de ne pas dénoncer l'attaque irakienne contre l'Iran.

36. Dans les années 1970, l'Iran était de loin le principal fournisseur en gaz de l'URSS. Par les coûts de transport évités, l'importance économique de cet approvisionnement pour l'URSS, est indéniable. Tout porte à croire que les livraisons iraniennes du gaz naturel à l'URSS ont repris après une interruption, bien que les statistiques soviétiques ne fassent plus apparaître depuis 1980 ce poste que sous une forme beaucoup plus agrégée qui ne permet pas de distinguer pétrole et gaz naturel. Par ailleurs, comme la plupart des ouvrages de la coopération économique, l'usine sidérurgique d'Ispahan est payée par des livraisons de gaz naturel. Voir à ce sujet, Pascal CHARPENTIER et Dominique BEURS, *Projection économique de l'URSS en Asie du Sud-Ouest*, Paris, Cirpes, Cahiers d'études stratégiques (8), janvier 1985, pp. 38 et 83.

37. Le volume des échanges entre les deux pays a atteint le chiffre de 800 millions de roubles (plus d'un milliard de dollars) en 1981, alors qu'il était de 671 millions de roubles en 1978. A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 101 qui cite *Izvestia*.

38. Cf. R. RAMAZANI, art. cité, p. 30 et A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 101.

39. Il était de l'ordre d'un million de tonnes en 1978 et de 3,4 millions de tonnes en 1981 (A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 101) ce qui représenterait un tiers des importations iraniennes. A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 131 qui cite Moscou radio in Persian to Iran, 28 avril 1983, in FBIS, USSR, 3 mai 1983.

pays du bloc de l'Est a enregistré une hausse, même s'il reste très en deça du commerce avec les pays occidentaux. En outre, l'achat du matériel militaire d'origine soviétique a permis de compenser partiellement la défection du matériel américain. C'est surtout à partir de la bataille de Khorramshahr, en mai 1982 qui permit aux Iraniens de récupérer cette ville stratégique et symbolique, qu'on note l'arrivage d'armes stratégiques sur le front iranien<sup>40</sup>, en provenance de Syrie, principale alliée de l'Iran dans la région. L'alliance avec ce dernier pays, comme avec la Libye et, dans une moindre mesure, la République populaire démocratique du Yémen reste, en effet, d'ordre régional et ne revêt pas le caractère d'une alliance avec les pays arabes pro-soviétiques. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Iran achète aussi environ 40 % de ses armes à la Corée du Nord, armes (avions de combat J-6, artillerie lourde, chars) essentiellement d'origine chinoise – malgré les démentis de Pékin<sup>41</sup> – ce qui ne doit pas manquer de susciter une certaine inquiétude au Kremlin.

Si en dernière analyse les fondamentalistes restent intractables vis-à-vis de l'URSS, essentiellement sur le plan politique, les relations des *Mojahedin-e Khalq* avec Moscou sont plus ambiguës. Partisan d'une conception autogestionnaire de l'organisation politique de la communauté islamique, ce mouvement refuse de confier la direction de celle-ci à une classe de savants théologiens, pour la simple raison que l'Islam est opposé aux classes, aux divisions sociales et ne connaît pas de clergé<sup>42</sup>. Réduite à la clandestinité depuis 1981, avec un état-major condamné à l'exil, mais se proposant néanmoins comme force alternative au pouvoir khomeyniste, l'organisation des *mojahedin* semble vouloir éviter une attaque frontale envers l'URSS qu'elle prend à partie indirectement, par Toudeh interposé: parti « fidèle à ses origines staliniennes (...) depuis sa fondation jusqu'à ce jour (...) d'où ses ambiguïtés, ses justifications opportunistes, et finalement sa trahison, aussi bien à l'égard de ses propres adhérents de la classe ouvrière, qu'il prétend représenter, qu'à l'égard de tout un peuple »<sup>43</sup>. Le souci de ménager Moscou dans une certaine mesure semble d'ailleurs recevoir une certaine réciprocité. Tenant compte d'un certain appui dont semble bénéficier cette organisation auprès de certaines couches sociales iraniennes allant des technocrates et intellectuels aux *bâzâris*<sup>44</sup> et n'excluant pas complètement une éventualité d'une prise de pouvoir par elle, les Soviétiques s'abstiennent depuis 1982 d'assimiler les *Mojahedin* aux « contre-révolutionnaires » et « terroristes »<sup>45</sup>. Allié des *Mojahedin* au sein du Conseil national de résistance, avant la rupture consommée en 1984, l'ancien président de la République, Bani

40. Cf. A. MABON, « Un foyer de contagion... », art. cité.

41. Voir *international Herald Tribune* du 4 avril 1984 qui s'appuie sur une étude de Stockholm International Peace Research institute.

42. Cf. Ahmad FAROUGHY, « La guerre ouverte succède au conflit de tendances au sein du mouvement islamique iranien », *Le Monde diplomatique*, août 1981.

43. Kazem RADJAVI, *La révolution iranienne et les Moudjahedines*, Paris, Éditions Anthropos, 1983, pp. 135-136. L'auteur est le frère de Massoud Radjavi et son livre est une apologie des positions des *Mojahedin*.

44. Cf. A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 117.

45. *Ibid.*, p. 116.

Sadr n'a pu créer un mouvement indépendant. Pour lui, il s'agit avant tout de combattre les superpuissances afin de libérer le monde islamique de son « humiliation séculaire »<sup>46</sup>.

Les nationalistes libéraux qui ont une certaine influence dans l'administration, les forces armées et les universités et qui entretiennent des rapports avec certains chefs de tribus, accusent le pouvoir d'accentuer « la désorganisation du pays », et de faire ainsi « le jeu des communistes ». Ils soupçonnent l'URSS de ne pas vouloir voir s'installer en Iran un gouvernement « nationaliste et social-démocrate (qui) constituerait (...) un obstacle quasiment infranchissable sur la voie de ses ambitions hégémoniques »<sup>47</sup>. Enfin, les monarchistes voient parfois abusivement dans l'Iran islamique une « soviétisation progressive (...) sous le couvert d'un faux intégrisme islamique, devenu instrument de déstabilisation ou de subversion au profit de Moscou »<sup>48</sup>.

### III – TOUDEH: DE L'ALLIANCE TACTIQUE À LA DISSOLUTION COMME FIN D'UN PARADOXE

Malgré son audience relativement faible, le Toudeh (masses) est un des partis communistes clés du Moyen-Orient. Résolument pro-soviétique, sans véritable base populaire mais bien organisé et ayant une certaine implantation dans le secteur pétrolier, dans les universités voire dans l'armée, le Toudeh appuya à fond le régime issu du soulèvement de 1979 – dans lequel il voyait à l'instar de Brejnev une « révolution anti-impérialiste » – faisant même sien le slogan « Ni Est, ni Ouest »,<sup>49</sup> tout au moins verbalement. Ce soutien révélait l'attitude de l'URSS envers le pouvoir khomeyniste mais traduisait aussi le souci du parti de rester dans la légalité après une longue période de persécution afin d'exprimer librement ses opinions et de diffuser ses publications<sup>50</sup>. Le parti mettait à profit cette alliance « du rouge et du noir » (*ettehâd-e sork-o siâh*) que le Chah redoutait tant<sup>51</sup> pour inciter les fondamentalistes à adopter une politique plus proche de l'URSS, n'hésitant pas à dénoncer les « contre-révolutionnaires », les « bourgeois-libéraux » tels que les *Mojahedin*, le Front national (*Jebhe Melli*) etc. voire, à livrer aux tribunaux islamiques les membres d'un groupuscule maoïste *Ettehadiye-ye komunist-haye Iran*, qui avait critiqué la ligne de la direction du parti.

Dirigé par des cadres formés pour la plupart dans les pays de l'Est et présidé par N. Kianouri, surnommé l'« Ayatollah » – parce que petit fils de l'Ayatollah

46. Bani SADR, *op. cit.*, p. 333.

47. Cf. « L'Iran: du khomeinisme au communisme? » Entretien avec Chapour BAKHTIAR, *Politique internationale*, n° 8, été 1980, pp. 125-134.

48. Houchang NAHAVANDI, « Iran: soviétisation ou libération? », *Politique internationale* (19), printemps 1983, p. 82. L'auteur est un ancien ministre sous le règne du Chah.

49. Voir les déclarations de M. Ahmadi, membre du comité central du parti au « Monde », 22 avril 1983.

50. Le journal du parti, *Mardom* était diffusé à 60,000 exemplaires, après la révolution, voir A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 122.

51. Cf. M. KOTOBI, D. SIMON, F. CHASSERÉ, L. BESSIS, « Le Parti Toudeh d'Iran », in M. Kotobi (sous la direction de), *Iran, une première République*, Paris, Collection Études et recherches de l'Institut supérieur de Gestion, 1983, p. 34.

Fazlollah Nouri, exécuté en 1907 – qui reprochait, en 1981, aux autorités de la République islamique de n'avoir pas « encore pris conscience du fait qu'aucun danger n'émane pour l'Iran des partisans du socialisme scientifique »<sup>52</sup>, le Toudeh défendait néanmoins la Constitution islamique, les « réformes khomeynistes » et la politique de guerre contre l'Irak, cette dernière avant que l'Iran contre-attaque en pénétrant sur le territoire irakien.

Dans un premier temps, le pouvoir laissa faire, évitant même d'attaquer nommément le Toudeh. La crainte éprouvée vis-à-vis des Soviétiques qui disposent de multiples atouts pour exercer des pressions et représailles sur leur voisin du sud, le fait qu'en tolérant un parti communiste « officiel » on désarmait et isolait les autres tendances plus radicales et plus « dangereuses » pour le régime et le refus du Toudeh d'utiliser les moyens violents comme stratégie révolutionnaire peuvent expliquer le mutisme du pouvoir khomeyniste<sup>53</sup>.

Cependant la répression ne tardera pas à venir. Le 6 mai 1983, quarante des dirigeants du Toudeh sont déférés en justice, mille de ses cadres arrêtés et les quelques milliers de membres invités à se faire enregistrer auprès des forces de sécurité. Le jour même de l'interdiction du Toudeh, dix-huit diplomates soviétiques sont expulsés de l'Iran. « Si nous n'avions aucune preuve que le parti Toudeh était composé d'espions, autre que celle du soutien que leur apporte la Russie, cela suffirait pour que nous les arrêtions » déclarait Khomeyni<sup>54</sup>. Les démarches et protestations soviétiques de même que les interventions discrètes de la Syrie<sup>55</sup> soucieuse d'éviter une épreuve de force entre Moscou et Téhéran, seront vaines.

La liste des accusations (« aveux »)<sup>56</sup> est longue et ne se limite pas à la période récente : répression du soulèvement de Mirza Koutchak Khan contre Reza Pahlavi, avec le concours du gouvernement de Lénine ; exécution de Seyyed Abdollah Behbahani – l'un des dirigeants du mouvement constitutionnaliste, par Heydar Amouoghli ; complicité dans l'assassinat de Modaress – religieux militant – à cause de son refus d'accorder une concession pétrolière à l'URSS ; créations des gouvernements du Parti démocrate en Azarbaïdjan et au Kurdistan dans les années 1940 ; sabotage et fomentation des troubles lors du gouvernement de Mossadegh ; collaboration avec l'Angleterre en vue de préparer et d'exécuter le coup d'État de 1953 ; vaste campagne de propagande pour condamner le soulèvement du 15 Khordad 1963 ; collaboration avec le régime du Chah ; complots militaires d'envergure contre le gouvernement de la République islamique ; tentation du coup d'État militaire et sollicitation de l'aide soviétique ; espionnage au profit de l'étranger ; application à la lettre des décisions du gouvernement soviétique en vue de préparer le terrain à ses

52. N. KIANOURI, « La révolution iranienne : ses amis et ses ennemis », *La nouvelle revue internationale*, n° 279, novembre 1981, pp. 138-139.

53. Voir A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 85.

54. « Discours de l'Imam à l'occasion de la journée du 15 Chaaban 1403 (28 mai 1983) ». *Le message de l'Islam*, n° 16, juillet-août 1983, p. 8.

55. Cf. Jean GUEYRAS, « L'Iran en mal de... », art. cité.

56. Pour les « aveux » télévisés de N. Kianouri, secrétaire général du parti voir *Le message de l'Islam*, n° 16, juillet-août 1983, pp. 21-24 et *Sorouche*, n° 12, mai 1983, pp. 18-20 ; d'Ehsan TABARI, *Le message de l'Islam*, juillet-août 1983, pp. 56-61 et septembre-octobre 1983, pp. 51-58 ; d'Etémad ZADEH (Beh'azine), du Bureau politique du parti, *Sorouche*, n° 12, mai 1983, pp. 14-17 ; de cinq autres membres du Comité central, *Sorouche*, n° 13, juin 1983, pp. 12-16.

infiltrations en Iran par voies politique, culturelle, militaire, économique et sociale etc.<sup>57</sup> mais aussi la communication des informations militaires à l'URSS sur la guerre avec l'Irak<sup>58</sup>. À côté de ces « crimes politiques » retenons aussi les quelques éléments fournis par les « aveux » d'Ehsan Tabari, l'un des théoriciens du parti, qui révèlent, en définitive, l'image « captée » et retransmise de l'URSS, par des fondamentalistes dont la plupart ignorent pourtant à peu près tout de la vie quotidienne soviétique: « immoralité personnelle », « consommation des boissons alcoolisées », « dévergondage dans les relations sexuelles », « le dérèglement et la pagaille morale », « la ressemblance entière entre la vie occidentale et celle de l'Est socialiste » etc.<sup>59</sup>.

Le sort tragique du Toudeh est celui – fatal est-on tenté de dire – subi par la plupart des partis communistes du Moyen-Orient au terme d'un processus bien connu de soutien à la « révolution » suivi de la persécution: Turquie (1923-1925), Irak, Égypte et dans une certaine mesure, Syrie.

Le Toudeh bénéficie du soutien de la fraction majoritaire (*Aksariat*) du mouvement de la guérilla *Fedaïân-e Khalq*, tandis que la fraction minoritaire (*Aqalliat*) de ce mouvement, comme les autres organisations d'extrême-gauche (*Peykar*, *Ranjbaran*) ne représentent pas une menace sérieuse pour le régime khomeyniste.

La gauche communiste iranienne semble partager avec ses compagnons voisins turcs et afghans le même sectarisme, les mêmes analyses stéréotypées. La lecture des brochures de divers groupuscules d'extrême-gauche donne fortement à penser que les observations suivantes de M. Barry au sujet de l'attrait exercé par le marxisme, dans sa version la plus schématique, à partir des années 60 sur la « classe de semi-éduqués » afghans reste dans une grande mesure valable pour une bonne partie de la gauche iranienne: « *Le Manifeste du Parti communiste*, ou *Que faire?* de Lénine, traduits en persan et diffusés sous le manteau, apportaient à ces esprits à peine sortis d'un univers sacré des explications claires, logiques, satisfaisantes du monde moderne. Avec une amertume cuisante, les marxistes de l'université de Kaboul considéraient leur pays comme étant encore au stade féodal de l'Histoire. Le mot revient sans cesse dans l'oeuvre de l'historien marxisant Ghobâr, (...): *fiyôûdal*. Cet emprunt aux langues européennes était sans doute plus commode que la traditionnelle expression persane, *rawâbet-é arbâbî – molkî* ou « relations propriétaires terriens-métayers », mais elle escamotait toute appréhension profonde des réalités sociales afghanes en plaquant, sur la complexité des relations tribales modifiées par la législation islamique en matière d'héritage, un concept de l'Europe des XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècle »<sup>60</sup>. Les références de base de la plupart des militants restent encore *Les problèmes du léninisme* (édition de 1977) de Staline traduits en persan dans les années 1940 et les oeuvres de Politzer.

Le Toudeh ne se contentait pas d'accuser tous les opposants au régime khomeyniste, qui sont en fait ses propres rivaux, d'être des « contre-révolu-

57. « Éditorial », *Sorouche*, n° 12, mai 1983, p. 3 et divers « aveux ».

58. Source: Entretien.

59. *Le message de l'Islam*, septembre-octobre 1984.

60. M. BARRY, *op. cit.*, p. 248. Voir dans le même sens D. SHAYEGAN in *Le Nouvel observateur*, 25 septembre 1982, p. 93, qui évoque la « sous-vulgate marxiste », la « culture hybride ».

tionnaires » voire des « traîtres », mais reprochait également aux nationalistes kurdes d'être « des mercenaires à la solde de l'impérialisme américain »<sup>61</sup>. Le mouvement kurde, assez affaibli aujourd'hui à l'intérieur de l'Iran, est divisé essentiellement entre deux fractions violemment rivales mais alliées en même temps: le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et *Komaleh*, ex-maoïste, pro-albanais et anti-soviétique. Dirigé par A. Ghassemlou, le PDKI, étant donné son caractère représentatif – il est fort de 30,000 membres et encadre une grande partie de la population kurde – a, de loin, une place plus importante.

En ce qui concerne les rapports kurdo-soviétiques soulignons d'emblée que les désirs kurdes d'établir de bons contacts avec l'URSS ne jouent que très peu dans la pratique. De toute évidence, la politique soviétique envisage les rapports d'État à État, comme ce fut le cas auparavant dans les années 1970-75 en Irak. Elle veut jouer son rôle non pas à Mahabad ou à Kirkouk, mais à Téhéran et à Bagdad. Par conséquent, l'URSS est loin d'avoir une place déterminante dans l'état actuel du mouvement kurde d'Iran. Toutefois, dans l'éventualité d'une grande détérioration des relations irano-soviétiques et de l'adoption par Téhéran d'une politique plus anti-soviétique, il n'est pas impensable qu'on assiste à un rôle grandissant de Moscou auprès des Kurdes d'Iran. La politique du PDKI vise avant tout à neutraliser l'URSS qu'il évite de critiquer ouvertement tout en sollicitant son soutien, mais aussi espère la compter éventuellement parmi ses alliés sinon réels et immédiats du moins potentiels. Par ailleurs, les alliances (ou désunions) inter-régionales revêtent une importance primordiale pour les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie. L'alliance du Parti du Kurdistan irakien – avec lequel le PDKI est à couteaux tirés – avec le PC irakien et le Toudeh et par conséquent avec l'URSS, affecte, par ricochet, les relations du PDKI avec Moscou.

Sur les rapports que les minorités entretiennent avec le marxisme la remarque suivante de B. Badie et de R. Santucci reste importante: « Kurdes et dans une certaine mesure, azeris sont les relais les plus efficaces d'une propagande marxiste qui est en outre beaucoup mieux reçue en période de crise d'unité nationale, comme c'est notamment le cas depuis la chute de la dynastie Pahlavi. Selon un mécanisme déjà étudié à propos de la modernisation, le recours aux mouvements et aux thématiques marxistes constitue un moyen précieux pour les minorités de s'exprimer et surtout de faire entendre leurs revendications »<sup>62</sup>. Sans conclure, constatons pour notre part la spécificité de l'Iran où les minorités ethniques et religieuses constituent la majorité (53 %) de la population<sup>63</sup> et les relatives réticences et méfiances des groupes ethniques – autres que les Kurdes – vis-à-vis des idées marxistes et de l'URSS.

En raison notamment de la position adjacente à l'URSS de leur territoire les Azeris ont parmi ces groupes ethniques, une place à part. Constituant la minorité de loin la plus importante de l'Iran, turcophones et shi'ites, les Azeris sont bien

61. Voir « The situation in Iranian Kurdistan », *Kurdistan news and comments*, n° 5, mars 1981, pp. 2-11.

62. « Essai d'analyse de la contestation fondamentaliste et marxiste dans plusieurs pays islamiques » in B. BADIE, C. COULON *et al.*, *Contestations en pays islamiques*, Paris, CHEAM, 1984, p. 16.

63. Cf. C. BENARD et Z. KHALILZAD (*op. cit.*, p. 132) qui citent E. Franz, *Minderheiten in Iran*, Hamburg, German Orient Institute, Middle East Documentation, 1981, p. 23.



représentés dans l'appareil étatique, principalement dans l'armée et occupent une place importante dans le commerce du pays. Même si les idées communistes trouvent une certaine audience parmi les azerîs, le Toudeh ne parvient pas véritablement à s'implanter dans cette population, ce qui est révélateur de l'attitude de cette partie de l'Iran envers le voisin du Nord. Par ailleurs, le souhait exprimé au sujet de la réunification des deux Azerbaïdjan – iranien et soviétique –<sup>64</sup> par Haydar Ali Aliev, azerî et d'origine musulmane shi'ite, premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan, ancien chef du KGB en Azerbaïdjan soviétique et depuis novembre 1982, membre de plein droit du Politburo du Parti communiste soviétique, ne semble pas avoir rencontré un accueil général très favorable à Tabriz.

Au Baloutchistan, le mouvement le plus fort reste le Parti de l'Unité musulmane (*Etchadol Moslemin*), opposé à l'indépendance du Baloutchistan et qui soutient le nouveau régime<sup>65</sup>. Toutefois, d'autres groupes allant des monarchistes et occidentalistes aux mouvements de gauche ne sont pas inactifs au Baloutchistan. Ce dernier est parmi les provinces d'une de celles qui est la plus exposée à devenir un enjeu et un territoire propice à la déstabilisation par l'URSS, vu la présence soviétique en Baloutchistan afghan. Enfin, autres groupes minoritaires, Qashqaïs et Turkmènes, tous deux turcophones, auraient des liens avec les groupes idéologiques hostiles à Khomeyni, notamment avec les monarchistes et les libéraux (les premiers), ou seraient plus sensibles aux thèses de la gauche (les seconds)<sup>66</sup>. Le *Fedaïyan-e khalq* semble en effet avoir une certaine implantation auprès des Turkmènes, sunnites<sup>67</sup> mais ce mouvement n'a pas des liens directs avec l'URSS, ses principales relations extérieures étant l'OLP et la Libye.

\*  
\*\*

En comparant les politiques extérieures du Chah et de Khomeyni, certains auteurs ont conclu soit à une « rupture totale » soit, à l'inverse à une « continuité en ce qui concerne la politique soviétique de l'Iran ». Nous constatons, pour notre part, en nous limitant à la vision de l'Union soviétique, mais en distinguant plusieurs niveaux, une rupture qui découle de l'incompatibilité idéologique (leur totalitarisme les éloigne plus qu'il ne les rapproche) mais aussi une continuité qui résulte d'un certain réalisme des contraintes économiques. La politique extérieure du pouvoir fondamentaliste se distingue aussi de l'« équilibre négatif » (*movazeneh-ye manfi*) – c'est-à-dire une même distanciation vis-à-vis des deux superpuissances – de Mossadegh, avec lequel elle ne se sent, d'ailleurs, aucune affinité idéologique.

Certes un éloignement idéologique indéniable prévalait avant 1979, même s'il est permis de penser que le « modèle soviétique » de rationalisation et de modernisation autoritaire ne fut pas sans inspirer, d'une manière diffuse ou non, comme dans le cas du kémalisme, la dynastie des Pahlavi. Mais autant sinon plus que par

64. A.Y. YODFAT, *op. cit.*, p. 130.

65. BENARD et KHALILZAD, *op. cit.*, p. 135.

66. *Ibid.*, p. 137.

67. Cf. B. HOURCADE, « Géographie de la révolution iranienne: L'Irak entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, avril-juin 1980, p. 38.

des motivations idéologiques, la politique extérieure du Chah, surtout sur le plan régional et à partir des années 1950, était dictée par des considérations stratégiques dont le nationalisme iranien était le fondement. L'URSS contrecarrait l'expansionnisme territorial – encouragé par les États-Unis – du Chah. De ce dernier se distingue fondamentalement l'expansionnisme idéologique du régime khomeyniste. Les mégalomanies pahlavienne et khomeyniste en matière de politique étrangère et la distorsion entre les objectifs proclamés et les moyens relativement limités dont ils disposent, ne sont pas le seul paradoxe de la vie et de la culture politique iraniennes.

L'Islam reste le leitmotiv essentiel de la politique étrangère khomeyniste, même si l'iranité n'en est pas totalement absente. Pour les fondamentalistes, l'Islam est le fondement de l'identité comme de la légitimité; il est aussi à l'échelle mondiale, le libérateur des « déshérités » (*mostaz'afin*). Dès lors et en dépit des efforts soviétiques pour une récupération d'une « révolution anti-impérialiste », voire d'un certain appui à l'Islam, mobilisateur des masses, le « matérialisme athée » du Grand Voisin du Nord ne peut s'accommoder du mondialisme islamique et de l'anti-communisme du nouveau régime. Sur le plan interne, l'holisme du *tawhid* (société unitaire) ne laisse pas de place aux voix discordantes surtout si celles-ci sont soupçonnées d'être au service d'une puissance vouée aux gémonies.

La crainte qui découle de la contiguïté menaçante (plus de 2,000 kilomètres de frontière commune, sans parler de la frontière afghane), l'isolement diplomatique qui a suivi la prise du pouvoir en 1979, la présence des forces politiques favorables à l'URSS, la minorité kurde à la recherche d'alliés à l'extérieur surtout dans le Nord, la guerre ruineuse avec l'Irak, les contraintes géopolitiques, la logique économique (conduisant parfois à des paradoxes que l'on a pas manqué de relever non sans une certaine délectation: la grande hostilité envers Israël peut s'accompagner de l'achat d'armement de ce pays) font que les fondamentalistes ne vont pas jusqu'au bout de leur hostilité que nourrit pourtant une série de ressentiments historiques. Si la politique du Chah consistait à obtenir le maximum d'aide soviétique tout en gardant fermement le cap vers le camp occidental, un certain souci (et une certaine pratique) de *Realpolitik* n'est pas totalement absent de la diplomatie iranienne dont on dénonce parfois un peu trop hâtivement le manque de rationalisme.

L'attitude envers l'URSS continue d'être un véritable enjeu de la politique interne iranienne. Le bouillonnement révolutionnaire a permis d'apercevoir d'une manière moins floue l'image de l'URSS malgré une certaine confusion, une image variée puis unifiée en apparence. Le complexe d'encerclement par des forces « hostiles à l'Islam et à la révolution » fait qu'on peut s'attendre à de nouveaux excès, d'autant que le régime, en dépit d'un certain soutien populaire, se maintient grâce à une répression féroce contre les opposants et une mobilisation due à la guerre du Golfe et doit faire face à d'immenses problèmes sociaux et économiques. Une politisation exacerbée risque de faire éclater au grand jour, plus manifestement que par le passé les clivages entre fondamentalistes et réactiver les oppositions à l'affût d'une brèche. C'est de ces dynamiques internes de la révolution iranienne (stabilisation, stagnation ou chute) que dépend en grande partie le cours des rapports irano-soviétiques. Un autre facteur et non des moindres, reste l'évolution politique et le nouveau rapport de forces au Moyen-Orient qui continue à demeurer en cette fin de siècle, le point chaud du globe.